

La lettre de la recherche de Bank Al-Maghrib

Numéro 2 - 2018

Sommaire

Publications	s d	ans l	a	séri	e des
documents	de	trava	ail	de	Bank
Al-Maghrib					

Ί.	Analyse de la concurrence bancaire a	u	PZ
	Maroc : Approche de Panzar et Rosse		
2.	Estimation de la croissance potentielle d	е	P3
	l'économie marocaine		
3.	La politique macroprudentielle dans un	е	P5
	union monétaire		

Publications dans des revues académiques

1. Le rôle de la politique macroprudentielle	P7
dans la prévention et la correction des	
divergences au sein de la zone euro	
2. Cercle vicieux banques-États : quelles	P7
conséquences économiques ?	
3. Efficient Estimation Using Regularized	P8
Jackknife IV Estimator	
4. On the Socially Optimal Density of Coin	P8
and Banknote Series: Do Production Costs	
Really Matter?	

Evénements de l'année 2017

1. Deuxième édition des Journées Internatio-

	nates de Macroecononne et de Finance	
2.	Séminaires de recherche	P9
3.	Visite de recherche à la Banque Centrale de	P10
	Pologne	
4.	Hackathon	P10
5.	Nouvelles recrues	P11

Événements 2018

1. Troisieme edition des Journées internatio-	P12
nales de Macroéconomie et de Finance	

2. Chercheurs visiteurs	P12
-------------------------	-----

Editorial

Chers lecteurs,

La recherche est une activité importante au sein de Bank Al-Maghrib. Elle porte sur les sujets d'intérêt pour la Banque et contribue dans le processus de prise de décision. Elle permet, d'une part, de produire une base de connaissance théorique et empirique dans le but d'approfondir la compréhension de notre économie et de mieux structurer la réflexion autour des politiques économiques, et d'autre part, d'assurer une veille stratégique pour anticiper les enjeux et défis de demain. La recherche contribue ainsi à renforcer davantage la crédibilité et la notoriété de la Banque.

L'activité de recherche favorise aussi l'ouverture de la Banque sur le monde académique et participe à l'éclosion d'un environnement propice à la recherche économique au Maroc. Enfin, elle permet de rehausser le capital humain au sein de notre institution et de participer à la promotion du savoir dans les domaines de l'économie et de la finance.

L'activité de recherche au sein de Bank Al-Maghrib au titre de l'année 2017 a été marquée principalement par : (i) la publication de trois documents de travail, (ii) la publication de trois travaux académiques (iii) l'organisation de la deuxième édition des Journées Internationales de Macroéconomie et de Finance en partenariat avec l'Université Cadi Ayyad et l'Université de Bâle sous le thème « Flexibilisation du régime de change, ciblage de l'inflation et libéralisation du compte capital » et de deux séminaires de recherche sur des questions d'intérêt pour les décideurs.

Au-delà, les lecteurs peuvent consulter l'ensemble des publications de la Banque qui sont disponibles sur le portail internet de Bank Al-Maghrib au niveau de la rubrique Publication: http://www.bkam.ma/Publications-statistiques-et-recherche

Abdessamad SAIDI Directeur du Département de la Recherche

Publications dans la série des documents de travail de Bank Al-Maghrib

Durant l'année 2017, trois articles ont été publiés dans la série des documents de travail de Bank Al-Maghrib. Des interviews avec les auteurs ont été réalisées en vue de présenter aux lecteurs de la lettre de la recherche les principaux résultats de ces travaux.

1. Analyse de la concurrence bancaire au Maroc : Approche de Panzar et Rosse





Sara BENAZZI

Imane ROUIESSI

Quel est l'objectif de ce document de travail?

La mesure de la concurrence dans le secteur bancaire présente un intérêt certain aussi bien pour les consommateurs, les décideurs et les régulateurs que pour les chercheurs. Le présent document évalue le degré de concurrence prévalant dans le secteur bancaire marocain.

Pourquoi la question de la concurrence bancaire revêt un grand intérêt pour les banques centrales ?

Le renforcement de la concurrence bancaire permet d'améliorer le bien-être des consommateurs puisqu'elle permet de garantir de meilleures conditions de financement, d'améliorer la qualité des services financiers offerts et de favoriser les innovations. Les banques centrales s'intéressent particulièrement à cette question en raison de leur rôle dans la réglementation de ce secteur et de l'importance des banques dans le financement de l'économie. En matière de politique monétaire, la concurrence bancaire permet une meilleure transmission des décisions du taux directeur aux taux d'intérêt appliqués par les banques. Toujours en lien avec les missions des banques centrales, la concurrence bancaire a un impact sur la stabilité du

système financier. Néanmoins, la relation entre la concurrence bancaire et la stabilité financière reste toujours un sujet de débat, particulièrement depuis la récente crise financière.

Quelle démarche avez-vous adoptée pour évaluer la concurrence bancaire au Maroc ?

Tout d'abord, l'analyse de la concurrence requiert l'examen d'un certain nombre de caractéristiques ayant trait au secteur bancaire. A savoir, le degré de concentration, les barrières à l'entrée, les stratégies de différenciation et la distribution du réseau des agences. Nous avons examiné, dans ce sens, l'ensemble de ces indicateurs pour le cas du Maroc tout en essayant de mettre l'accent sur les évolutions institutionnelles et réglementaires qu'a connu le secteur bancaire marocain depuis les années 2000. De même, en s'inspirant des travaux menés par Panzar et Rosse, nous avons évalué la concurrence bancaire en utilisant les données de 8 banques marocaines, représentant près de 90% du total actif du secteur.

En quoi consiste le modèle de Panzar et Rosse ?

Le modèle de Panzar et Rosse repose sur le fait que les banques emploient des stratégies de fixation des prix, en réponse aux variations des coûts des facteurs de production, différenciées selon le degré de concurrence dans le secteur bancaire. Selon cette approche, la concurrence est appréhendée par la statistique « H » qui mesure l'élasticité du revenu par rapport aux prix des facteurs de production. Ainsi, cette statistique prend une valeur de 1 en cas de concurrence pure et parfaite et une valeur négative en cas de monopole. Les valeurs intermédiaires de la statistique « H » correspondent à une concurrence monopolistique.

Qu'entendez-vous par la « concurrence monopolistique » ?

La concurrence monopolistique caractérise une situation de marché qui se situe entre la concurrence parfaite et le monopole. Comme en situation d'une concurrence parfaite, il existe plusieurs vendeurs et les conditions d'entrée et de sortie ne sont pas contraignantes. Cependant, chaque banque dispose d'un certain pouvoir de marché pour établir le prix des services offerts, s'apparentant, dans une moindre mesure, au monopole.

Dans ce sens, les banques opérant en concurrence monopolistique mettent en place des stratégies de différenciation leurs permettant de se positionner sur le marché et de fidéliser leurs clients. De nombreux chercheurs estiment que la concurrence monopolistique est la structure de marché la plus répandue dans les secteurs bancaires des économies modernes.

Selon votre travail, y a-t-il une concurrence entre les banques marocaines ?

L'analyse effectuée dans le cadre de notre travail de recherche suggère que le secteur bancaire marocain affiche un degré de concentration modérément élevé. Néanmoins, l'estimation du modèle retenu pour évaluer le pouvoir de marché des banques indique une situation de concurrence monopolistique, à l'instar de plusieurs pays développés et émergents. Ce résultat corrobore les conclusions des études antérieures ayant évalué le degré de concurrence du secteur bancaire marocain (Turk-Ariss, 2009; Anzoategui et al., 2010)¹. Les résultats laissent aussi entrevoir une légère amélioration de la concurrence entre les banques marocaines sur la période 2000-2015. Cette évolution pourrait être expliquée par la conjoncture économique difficile en lien avec l'avènement de la crise financière de 2008, le renforcement du cadre réglementaire et l'accroissement de l'ouverture financière

Enfin, après la phase de consolidation et d'ouverture opérée durant les années 2000, le secteur bancaire marocain a accueilli récemment des nouveaux acteurs que sont les banques participatives. En offrant une nouvelle gamme de produits et services, ces nouveaux entrants devraient stimuler la concurrence bancaire au Maroc. Cette dernière pourrait aussi s'intensifier en raison de l'émergence d'autres acteurs tels que les Fintechs qui devront renforcer l'innovation et encourager les banques à accélérer le processus de transformation numérique et à améliorer leurs offres digitales.

Accès au document intégral

¹ Turk-Ariss, R., (2009). Competitive behavior in Middle East and North Africa banking systems. The Quarterly Review of Economics and Finance 49, 693-710.

Anzoategui D., Soledad Martínez Pería M., & Rocha R. (2010). Bank Competition In The Middle East And Northern Africa Region, The World Bank.

2. Estimation de la croissance potentielle de l'économie marocaine



Omar CHAFIK

Quel est l'objectif de ce document de travail?

Ce travail de recherche étudie la croissance potentielle de l'économie marocaine avant et après la crise et tente d'apporter des éclairages sur son évolution. Il propose une estimation du potentiel de croissance des secteurs agricole et non agricole ainsi qu'une décomposition des facteurs à l'origine de leurs évolutions.

Pourquoi l'estimation de la croissance potentielle revêt un grand intérêt pour les banques centrales ?

Le concept de la croissance potentielle occupe une place centrale dans la conduite des politiques monétaire et budgétaire. En effet, l'analyse du niveau de la production potentielle permet à la fois de juger du positionnement de l'activité dans le cycle économique et des pressions qui en résultent, d'évaluer les marges de manœuvre et de soutenabilité des finances publiques et de diagnostiquer les dysfonctionnements structurels de l'économie par-delà les changements conjoncturels. Par ailleurs, l'écart entre la production réelle et la production potentielle est l'un des indicateurs précoces les plus pertinents pour mesurer les pressions inflationnistes ou désinflationnistes. L'estimation de la croissance permet ainsi aux banques centrales de mener leur mission de stabilité des prix.

Comment avez-vous procédé à l'estimation de la croissance potentielle de l'économie marocaine?

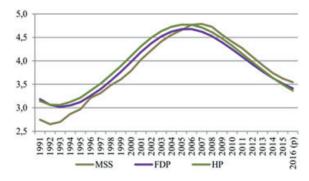
En s'inspirant des travaux récents des Banques Centrales et des institutions internationales, trois méthodes ont été utilisées pour l'estimation de la croissance potentielle de l'économie marocaine. La première est le filtre Hodrick-Prescott (dit « filtre HP ») qui est une approche de filtrage statistique

n'intégrant aucune information d'ordre économique. Cette approche cherche à filtrer les composantes tendancielles et cycliques du PIB à partir des données observées à une fréquence particulière sans pour autant suggérer une explication économique. Cette méthode est la plus utilisée au niveau des travaux empiriques en raison de sa simplicité. La deuxième est la fonction de production (FDP). Cette méthode structurelle produit une estimation de la production potentielle en se basant sur un modèle théorique décrivant le processus de production de l'économie. Elle permet de fournir une explication des facteurs sous-jacents à la dynamique du potentiel de croissance. Néanmoins, la pertinence des estimations dépend de la capacité du modèle utilisé à décrire fidèlement la réalité. La troisième méthode est un modèle semistructurel (MSS) qui représente un compromis entre les approches de filtrage statistique et les approches structurelles.

Quels sont les principaux résultats de votre travail ?

Les estimations conduites dans ce travail permettent de tirer plusieurs résultats importants. D'abord, après une légère décélération en 1991 et 1992, la croissance potentielle de l'économie marocaine a connu une période d'accélération qui a continué jusqu'en 2006. Au cours de cette période, le potentiel de croissance a franchi le seuil de 4.7% en 2005 alors qu'il variait autour de 3% au début des années 90 (cf. Figure 1). Ensuite, une relative stagnation a été enregistrée entre 2006 et 2008 et a été suivie par un renversement de tendance à partir de 2009. Comparativement à 2008, la baisse de la croissance potentielle de l'économie marocaine en 2015 a été évaluée à plus de 100 points de base.

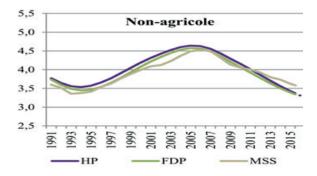
Figure 1 : Croissance annuelle du PIB potentiel de l'économie marocaine (en %)



Source : calculs de l'auteur

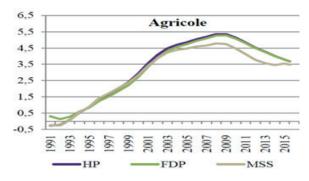
La distinction entre les secteurs agricole et nonagricole dévoile une baisse généralisée du potentiel de croissance au cours des dernières années mais à des degrés différents. En effet, le potentiel du secteur non-agricole au cours des dernières années a baissé pour revenir à son niveau du milieu des années 90 (cf. Figure 2). Cependant, le potentiel de croissance du secteur agricole reste nettement plus important que celui des années 90 malgré la baisse enregistrée ces dernières années (cf. Figure 3).

Figure 2 : Estimations du potentiel de croissance non-agricole de l'économie marocaine (en %)



Source : calculs de l'auteur

Figure 3 : Estimations du potentiel de croissance agricole de l'économie marocaine (en%)



Source : calculs de l'auteur

Qu'est ce qui explique cette dynamique baissière de la croissance potentielle de l'économie marocaine ?

L'analyse des facteurs à l'origine de cette dynamique montre que cette baisse provient d'une détérioration de la contribution du capital et du travail tandis que celle de la productivité globale des facteurs n'a pas connu de changement notable. Néanmoins, la distinction entre secteurs agricole et non-agricole montre que la dégradation de la contribution du travail concerne principalement l'agriculture, alors que celle du capital est généralisée. La productivité globale des facteurs a enregistré une légère amélioration de sa contribution dans le sillage des gains de productivité enregistrés par le secteur

agricole. Toutefois, sa contribution à la croissance non-agricole est restée faible et a même accusé un léger repli sur la période 2008-2016.

Quelles sont les implications éventuelles de cette baisse ?

En termes d'implications éventuelles, la baisse du potentiel de croissance de l'économie relevée précédemment devrait non seulement conduire à une dégradation du bien-être de la population marocaine, mais également restreindre les marges de manœuvre des autorités. Sur le plan monétaire, la Banque centrale serait contrariée par la baisse du taux d'intérêt naturel susceptible de contrecarrer les efforts d'assouplissement de la politique monétaire. Sur le plan budgétaire, la persistance de cette situation conduirait à une baisse du niveau du déficit structurel de l'économie marocaine Ceci nécessiterait une réduction des dépenses et une politique budgétaire plus stricte afin de garantir la soutenabilité des finances publiques. Par conséquent, la volonté du Gouvernement de mettre en place une politique de filets sociaux et le maintien d'un rythme d'investissement aussi élevé que par le passé seraient contrariés par ce manque de ressources. Il serait ainsi recommandé de mettre davantage l'accent sur l'amélioration de la gouvernance et de l'efficience afin d'améliorer le potentiel de croissance de l'économie et disposer de marges de manœuvre pour conduire des politiques économique et sociale appropriées.

Accès au document intégral 📐

3. La politique macroprudentielle dans une union monétaire



Salim DEHMEJ

En collaboration avec Leonardo GAMBACORTA².

L'objectif de ce travail est d'étudier si la politique macroprudentielle, quand elle est ajustable par pays, permets d'atténuer les déséquilibres économiques et financiers tout en permettant à la politique monétaire unique de continuer à œuvrer pour la stabilité monétaire de la zone euro.

Quelle est l'architecture actuelle du dispositif macroprudentiel dans la zone Euro ?

Au sein de l'Union européenne, le Conseil européen du risque systémique (ESRB), créé en janvier 2011, est responsable de la surveillance macroprudentielle du système financier, essentiellement par la publication d'avertissements et de recommandations. Dans la zone euro, c'est la BCE qui supervise les banques les plus systémiques et constitue ainsi un acteur clé du cadre macroprudentiel. Elle a le pouvoir de fixer des exigences réglementaires plus strictes que celles décidées par les autorités nationales notamment en ce qui concerne le ratio de solvabilité. La nature asymétrique des pouvoirs de la BCE reflète l'éventuel biais d'inaction des autorités nationales. En pratique, les coûts liés à l'application des instruments macroprudentiels se ressentent immédiatement (contraintes sur la demande) tandis que les bénéfices demeurent à long terme (réduction de la probabilité, de la fréquence et de la gravité de crises financières). Néanmoins, d'autres mesures macroprudentielles, principalement liées à l'immobilier, telles que les ratios de prêt/valeur (LTV) et de dette/revenu (DTI), relèvent toujours de la compétence nationale et ne sont pas coordonnées au niveau de l'Union.

² Conseiller scientifique à la Banque des règlements internationaux (BRI).

Quel type de modèle avez-vous mobilisé pour répondre aux questions ?

Il s'agit d'un modèle néo-keynésien simple, qui représente une union monétaire et intègre des frictions financières. Le modèle proposé se compose de quatre blocs représentant les trois équations classiques du modèle néo-keynésien – une équation de demande globale 'IS', une équation d'offre 'Phillips' et une règle de Taylor – en plus d'une équation de friction financière, dérivée d'un marché du crédit micro-fondé. Cette dernière équation s'inspire du modèle IS-LM-CC de Bernanke et al. (1988) qui distingue entre le taux de la banque centrale et les taux débiteurs pratiqués par les banques. La politique macroprudentielle agit dans ce modèle sur l'offre de crédit.

Quels sont les principaux résultats de ce travail?

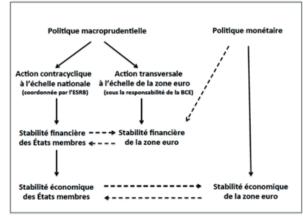
Notre contribution à la littérature est triple. Tout d'abord, ce document analyse la façon dont la politique macroprudentielle peut améliorer le degré d'optimalité d'une union monétaire. Deuxièmement, il identifie certains principes fondamentaux pour un policy mix combinant une politique monétaire unique et une politique macroprudentielle. Troisièmement, en dépit de sa simplicité, le modèle permet d'examiner le pass-through de la politique monétaire aux conditions financières et d'analyser simultanément les conséquences de certaines frictions financières : les spreads de crédit contracycliques, les chocs financiers et une transmission imparfaite de la politique monétaire aux conditions financières.

Sur un plan plus opérationnel, quelles recommandations tirez-vous de cette réflexion?

L'étude souligne qu'une meilleure combinaison des politiques monétaire et macroprudentielle favorise non seulement la stabilité financière, mais aussi la stabilité macroéconomique, en particulier lorsque les économies du cœur et de la périphérie d'une union monétaire sont touchées par des chocs asymétriques. Une politique monétaire unique menée au niveau de l'Union répond uniquement à des situations moyennes qui masquent les différences entre les pays membres. Enfin, elle montre également que, à moins que les économies

et les chocs ne soient complètement symétriques, une mise en œuvre nationale de la politique macroprudentielle, adaptée à la situation de chaque État membre (cf. Figure 4), est plus appropriée qu'une mise en œuvre fédérale qui réagit à la situation moyenne des pays.

Figure 4 : Articulation politique monétaire / politique macroprudentielle à deux échelles



Source: auteurs

Accès au document intégral

Publications dans des revues et journaux académiques

1. Le rôle de la politique macroprudentielle dans la prévention et la correction des divergences au sein de la zone euro

Par Jézabel COUPPEY-SOUBEYRAN³ et Salim DEHMEJ.

Paru dans une série d'études du Parlement Européen, en mai 2017.

Dans le cadre d'une réflexion autour du rôle de la politique macroprudentielle en zone euro, la Commission des Affaires économiques et monétaires du Parlement Européen a sollicité Mme J. Couppey-Soubeyran et M. S. Dehmej pour apporter leur expertise sur le sujet, en tant qu'experts indépendants, et formuler des recommandations pour une meilleure implémentation de la politique macroprudentielle. En effet, la politique macroprudentielle peut aider à remédier aux divergences économiques et financières dont souffrent les pays de la zone euro, dans la mesure où son action est déployable à l'échelle de la zone euro, mais également à celle des États membres. Un dispositif dans lequel la politique macroprudentielle s'emploierait à réguler le cycle financier au niveau des États membres et à accroître la résilience des groupes systémiques au niveau de la zone euro serait de nature à améliorer la stabilité économique et financière de ladite zone et de chacun de ses pays membres. A l'appui d'un état des lieux et des enseignements des travaux académiques récents, les auteurs ont formulé 15 propositions visant à identifier les instruments macroprudentiels efficaces pour assurer la stabilité économique et financière et à simplifier le design institutionnel de la politique macroprudentielle dans la zone euro.

Accès au document intégral 📐

2. Cercle vicieux banques-États : quelles conséquences économiques et sur la stabilité financière en Europe ?

Par Salim DEHMEJ.

Paru dans la revue Banque & Stratégie, février 2017.

Cet article fait partie d'un dossier de la revue Banque & Stratégie dédié à la réforme du traitement prudentiel de la dette souveraine. En effet, les banques européennes sont exposées à la dette souveraine à hauteur de près de 4 000 milliards d'euros en 2016, sans mettre de fonds propres suffisants pour couvrir ce risque. Pourtant, la crise récente a montré que le risque souverain n'était pas nul. Dans ce travail, l'auteur a mis en exerque que la détention de titres souverains par les établissements bancaires n'est pas sans conséguences sur le plan de la stabilité financière. Le traitement prudentiel très avantageux qui a cours en Europe accentue le cercle vicieux entre crises bancaires et crises souveraines. L'auteur est revenu ensuite sur quelques propositions discutées au sein des instances de régulation et de supervision ainsi que dans le monde académique. La piste la plus connue est celle qui consiste à introduire des pondérations selon le degré de risque. Une deuxième piste consiste à imposer aux banques une limite de concentration dans leurs portefeuilles d'actifs pour ainsi éviter que l'insolvabilité d'un État n'engendre celle des banques.

Accès au document intégral

³ Maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

3. Efficient Estimation Using Regularized Jackknife IV Estimator



Mohamed DOUKALI

En collaboration avec Marine CARASSCO4.

Paru dans « Annals of Economics and Statistics » en décembre 2017

Dans ce travail, les auteurs ont proposé de nouveaux estimateurs statistiques très utiles dans les travaux de modélisation et d'analyse en lien avec le Big Data. Pour confirmer la pertinence et la robustesse de ces estimateurs, plusieurs tests économétriques ont été conduits.

Comme application, une évaluation d'impact de l'éducation, mesurée par le nombre des années de scolarité, sur les salaires aux Etats-Unis, est proposée. Les résultats montrent qu'une année supplémentaire de scolarité augmente le salaire des individus de 10% en moyenne.

Accès au document intégral

4. On the Socially Optimal Density of Coin and Banknote Series: Do Production Costs Really Matter?



Yassine BOUHDAOUI

En collaboration avec Leo VAN HOVE⁵.

Paru dans « Journal of Macroeconomics » en Juin 2017.

Ce travail de recherche porte sur les séries de coupures monétaires optimales. Il analyse en particulier les facteurs entrant en compte dans la décision d'émission par la banque centrale d'une nouvelle dénomination sous le format pièce ou billet. A l'aide d'un modèle de référence calibré avec des données américaines de production des billets de banque, l'étude remet en question une idée répandue dans la littérature académique selon laquelle le coût de fabrication des coupures monétaires expliquerait en partie la limitation du nombre de valeurs faciales mis en circulation

L'étude suggère d'intégrer dans les modèles futurs les coûts d'habituation du public aux nouvelles dénominations et le coût calculatoire supporté par le public lors des paiements en cash. Les auteurs mettent aussi en avant le problème de reconnaissabilité (ou distinguabilité) des dénominations lorsque leur nombre devient élevé.

Les résultats de cette recherche offrent une explication potentielle à la faible adoption de certaines dénominations telles que le billet de 2\$ aux Etats-Unis ou encore celui de 2000 Yen au Japon. Ils ouvrent la voie à la conception de séries de coupures monétaires plus adaptées aux besoins du grand public.

Accès au document intégral 🔀

⁴ Professeure à l'Université de Montréal.

⁵ Professeur d'économie à l'Université de Bruxelles

Événements de l'année

1. Deuxième édition des **Journées** Internationales de Macroéconomie et de Finance



Bank Al-Maghrib, l'Université Cadi Ayyad de Marrakech et le Centre Bernoulli de l'Université de Bâle ont organisé les 15 et 16 Mai 2017 la deuxième édition des Journées Internationales de Macroéconomie et de Finance (JIMF).

Cette édition a connu la participation de près de 170 personnes: des conférenciers et modérateurs, représentants de départements ministériels et institutions publiques et privées, journalistes, professeurs et étudiants venant des universités nationales et internationales.

La première journée, consacrée à une conférence de haut niveau sous le thème « Flexibilisation du régime de change, ciblage de l'inflation et libéralisation du compte capital », a été marquée par des allocutions d'ouverture du Directeur Général de Bank Al-Maghrib et des représentants des universités partenaires de l'évènement. La première session de cette conférence a été dédiée à la présentation des expériences internationales et enseignements théoriques et a été animée par M. Ales Bulir (FMI), M. David Vavra (OGResearch), M. Carlos Lenz (Banque Nationale Suisse), Mme. Anita Angelovska Bezhoska (Banque Nationale de la République de Macédoine) et M. Redouane Taouil (Université Grenoble-Alpes). La deuxième session, consacrée à la flexibilisation du régime de change et la mise en place du ciblage d'inflation au Maroc, a été animée par M. Jilali KENZI (Direction du Trésor et des Finances), M. Mounir RAZKI (Bank Al-Maghrib), M. Abdessamad SAIDI (Bank Al-Maghrib) et M. Omar BAKKOU (Office des Changes).

La deuxième journée des JIMF a été consacrée à la présentation des travaux de recherche portant sur des questions macroéconomiques et financières. Ces travaux, issus de divers horizons (Banques Centrales et Universités), ont concerné 10 contributions étrangères (Allemagne, France, Tunisie, Turquie et Suisse), 4 contributions d'universitaires marocains et 3 contributions de chercheurs de Bank Al-Maghrib, à savoir : (i) l'analyse de la concurrence bancaire au Maroc (Sara BENAZZI) (ii) Oil supply and demand shocks and stock price: Empirical evidence for some OECD countries (Youssef SAIDI) et (iii) On the Socially Optimal Density of Coin and Bank Note Series: Do Production Costs Really Matter? (Yassine BOUHDAOUI).

Accès au communiqué et à la documentation.



2. Séminaires de recherche

Le DR a organisé deux séminaires de recherche en 2017.







Hamza BENNANI

Le premier séminaire a eu lieu le 12 Avril 2017. Il a été animé par M. Jose Luis DIAZ, économiste à la Banque Mondiale et M. Hamza Bennani, Maître de Conférences en économie à l'Université Paris Nanterre.

M. Jose Luis Diaz a présenté un travail intitulé « Distorsions du marché des produits et des facteurs dans le secteur manufacturier marocain ». Dans ce travail, il a apporté un éclairage sur les distorsions du marché des produits et des facteurs dans le secteur manufacturier marocain. L'utilisation de données microéconomiques récentes lui ont permis de calculer l'étendue de la mauvaise allocation des ressources associée à ces distorsions ainsi que les gains en termes de Productivité Totale des Facteurs qui résulteraient de leur élimination

Pour sa part, M. Hamza Bennani a présenté un travail intitulé « Surconfiance et résultats des politiques des banques centrales » qui apporte un éclairage sur l'effet de la personnalité des banquiers centraux sur l'efficacité de la politique monétaire. En se basant sur la théorie du leadership, il a mesuré l'excès de confiance affichée par les banquiers centraux au cours de leurs mandats, notamment celui du président du conseil des gouverneurs de la Réserve Fédérale durant la période 1999-2016. Les résultats montrent que le degré d'excès de confiance suit la trajectoire du cycle économique américain et qu'il a un impact important sur les deux objectifs de la Fed, à savoir : la stabilité des prix et le plein emploi.

Le deuxième séminaire a eu lieu le vendredi 8 décembre. Il a été dédié à la présentation par M. Noureddine El Aoufi, professeur d'économie à l'Université Mohammed V de Rabat, de l'ouvrage « Les inégalités réelles au Maroc : une introduction » coécrit avec le Professeur Said Hanchane.



Noureddine El AOUFI

Après un bref exposé des débats théoriques enrichis notamment par les contributions de Thomas Piketty, Amartya Sen et Joseph Stiglitz, M. El AOUFI a présenté une analyse succincte de la dynamique des inégalités au Maroc. Il a rappelé qu'une dimension fondamentale de la politique de réduction des inégalités réside dans l'accessibilité aux biens premiers et aux droits que constituent l'éducation, la formation, la santé, le logement et l'emploi. L'éducation fondamentale et la santé de base forment une dotation initiale qui détermine les trajectoires individuelles et les dynamiques sociales en matière d'emploi, de mobilité professionnelle et d'ascension sociale.

3. Visite de recherche à la Banque Centrale de Pologne



M. Hicham Bennouna, a été invité par la Banque Centrale de Pologne (BCP) pour participer à une visite de recherche entre le 14 et 17 novembre 2017 sur le thème : « Evaluation du pass-through du taux d'intérêt et du canal du crédit bancaire ». Lors de cette visite, M. Bennouna a échangé avec deux chercheurs du Département des Recherches Economiques, Mme. Ewa Wróbel et M. Tomasz Chmielewski, experts en politiques monétaire et macroprudentielle ainsi qu'en économétrie des données de panel. Cette visite a permis de discuter les thématiques suivantes : le pass-through du taux d'intérêt, le canal du crédit bancaire en utilisant les bilans des banques et l'importance des données microéconomiques dans la prise de décision au sein des Banques centrales.

4. Hackathon



Bank Al-Maghrib a organisé les 9 et 10 décembre 2017 son premier Hackathon. Sara Benazzi, économiste au département de recherche et son équipe, ont été élues parmi les trois finalistes de cet événement. Sara a relevé ce challenge en proposant une solution mobile appelée BankAdvisor permettant l'amélioration des services rendus par Bank Al-Maghrib au grand public. Accompagnée par des professionnels et des experts dans le domaine de l'innovation, l'équipe BankAdvisor a réussi à déployer un premier prototype de leur solution. Cette expérience riche en innovation et en collaborations fructueuses s'est révélée comme une occasion de réaffirmer le rôle, aussi bien sur le plan théorique que pratique, des chercheurs au sein de la banque dans le développement de solutions à des problématiques réelles.

5. Nouvelles recrues



Mohamed DOUKALI

Mohamed Doukali a rejoint Bank Al-Maghrib en octobre 2017. Docteur en économie à l'Université de Montréal au Canada, il a occupé le poste de chercheur au sein du Centre Interuniversitaire de Recheche en Economie Quantitative (CIREQ) et a animé plusieurs cours d'économie. Ses intérêts de recherche portent essentiellement sur les tests d'identification des paramètres et leurs applications en macroéconomie et en finance ainsi que sur la résolution de problèmes inverses et leur application en économétrie.



Mohammed MIKOU

Mohammed Mikou a rejoint Bank Al-Maghrib en décembre 2017 au poste d'Economiste-Chercheur après une expérience d'une douzaine d'années dans

la recherche académique, l'enseignement supérieur et l'expertise financière en France. Docteur en mathématiques financières à l'Université Paris-Est, il a mené des travaux de recherche sur plusieurs thématiques telles que le pricing et hedging des produits dérivés, le trading algorithmique, la gestion de portefeuille et la mise en place des mesures réglementaires. Dans le cadre de son activité en expertise financière, il a supervisé de nombreux projets en lien avec la finance quantitative dans plusieurs banques de financement et d'investissement.



Yassine SLAOUI

Yassine SLAOUI a rejoint Bank Al-Maghrib en septembre 2017. Il est diplômé d'HEC Paris et titulaire d'un Master Recherche en Economie Quantitative de l'Ecole Polytechnique et d'un diplôme de statisticien économiste de l'ENSAE, spécialisation Prévision et Politiques Economiques. Il a travaillé en tant qu'économiste à l'OCDE avant d'intégrer l'équipe de stratégie d'investissement d'une banque d'affaires internationale, à Londres, en tant qu'économiste de marché. Spécialiste des marchés FX et Fixed Income, il fut notamment en charge des prévisions des rendements d'actifs, des études sur la politique monétaire et du suivi des économies émergentes. Il a contribué à définir les scénarios économiques et financiers ainsi que les stratégies d'allocations d'actifs.

Événements 2018

1. Troisième édition des Journées Internationales de Macroéconomie et de Finance

Le Département de la Recherche de Bank Al-Maghrib, le Laboratoire de Recherche en Innovation, Responsabilités et Développement Durable de l'Université Cadi Ayyad de Marrakech, et le Bernoulli Center for Economics de l'Université de Bâle organiseront la troisième édition des Journées Internationales de Macroéconomie et de Finance les 23 et 24 Avril 2018 au Centre de Formation Professionnelle de Bank Al-Maghrib à Rabat. Le but de ces journées est de créer un échange productif entre les chercheurs et les décideurs.

La matinée de la première journée de cette manifestation sera consacrée à une conférence inaugurale sous le thème « La finance au service de la croissance ». L'après-midi et la deuxième journée seront consacrés à la présentation et la discussion d'environ 20 papiers de recherche retenus par le comité scientifique des journées.

2. Chercheurs visiteurs

Dans le cadre des actions visant à dynamiser les activités de recherche au sein de Bank Al-Maghrib, le Département de Recherche a lancé un programme « chercheurs invités » qui consiste en l'accueil au sein de la Banque de chercheurs reconnus dans leur domaine et dont les intérêts de recherche sont proches des projets de recherche de notre institution.

Dans ce cadre, le DR accueillera durant l'année 2018, M. David Andolfatto, Vice-président à la Fed de St. Louis, M. Thibaut Duprey, Economiste-Chercheur au Département de Stabilité Financière à la Banque du Canada, M. Tomasz Chmielewski, expert au sein du Département des Recherches Economiques relevant de la Banque Centrale de Pologne et M. Jan Vlcek Economiste-Chercheur à la Banque Centrale de la République de Tchèque.